

Marseille, tête de réseau global (6)

Numérique responsable et alter-numérisme : démontage d'une galéjade d'ici & d'ailleurs

Par Le Platane et Renaud Garcia

Voici le 6^e et dernier épisode de cette histoire industrielle de Marseille, qui traite de la *fausse critique*, de la critique d'accompagnement - ou plutôt d'*acceptabilité déguisée* - propagée par des associations alter-numériques telle que la Quadrature du Net et toute une nébuleuse de collectifs (*Le Nuage était sous nos pieds*), dont le personnel se recrute essentiellement dans les bistrotts de la Plaine, chef-lieu de la petite bourgeoisie bohème du cru.

Si Marseille est un « laboratoire à ciel ouvert » (mais quelle technopole ne se targue de l'être ?), c'est celui de l'emballage numérique de l'industrialisme. Le cauchemar technocratique de Saint-Simon et de Michel Chevalier y prospérant plus que jamais, sous la tutelle d'une classe d'ingénieurs, de scientifiques et d'administrateurs (la technocratie).

Il nous semble que cela n'avait pas été souligné avec l'ampleur et l'insistance des six chapitres de cette enquête marseillaise, menée afin de mieux penser ce que l'on vit et de mieux savoir où l'on vit. Elle ne promet du reste, pour les « naturiens », que la lucidité d'un regard isolé et défait.

Mais ce serait aussi mauvais signe que d'être conviés aux tables rondes de ces verts technolâtres, imbus de *technovlangue* et de concepts fumeux, pour y porter une voix « dissidente ». Si, dans le monde *réellement* renversé, le vrai est un moment du faux, rien ne sert de prendre sa place au sein du spectacle.

Nous savons en revanche, pour être allés à leur rencontre dans le massif de Luminy, que les promeneurs ordinaires, véritables amateurs de quiétude, de solitude et d'espaces un peu sauvages ne s'accrochent pas de cette dégradation industrielle de la Provence et de Marseille en *Provenceland* pour consommateurs connectés. Il n'y en a pas un sur cent, hors des « tiers lieux culturels » et des espaces de *coworking*, mais c'est avec ces naturiens sans façon que nous continuerons de documenter le naufrage de l'écologie, complément indispensable de la destruction du milieu.

Ayant détaillé dans les épisodes précédents les ravages infligés au littoral marseillais par l'industrie numérique, terminons avec *le temps des critiques*. Ils sont un certain nombre ici à se rendre compte des nuisances causées par la digitalisation de la ville et, plus largement, de la société. Las, ce n'est que galéjades, du provençal *galejado* - plaisanterie, badinage ou raillerie. La galéjade désigne une énormité plaisante. Les gens du Midi, hein, surtout les Marseillais, ils exagèrent toujours. À tel point qu'à la fin, on ne les croit plus. Il se trouve que chez nous, parmi les « critiques de la société industrielle », ça galèje sans trêve, du numérique responsable à l'alter-numérisme (« un autre numérique est possible »). Entre rodomontades et hâbleries - ailleurs on dirait gasconnades - opposées aux centres de données, c'est toute une comédie humaine de la « techno-critique » qui se déploie, avec ses chefs locaux, ses collectifs, sa division du travail et ses événements fédérateurs censés Organiser la Résistance.

Voici d'abord, pour conter la fable du « numérique responsable », Christophe Hugon, bateleur notable de l'estrade marseillaise. Cheveux bruns plaqués en catogan, bouc fourni et boucle d'oreille, regard pétillant assorti d'une certaine faconde, ce physicien de formation, militant du Parti Pirate¹, s'active dans des associations du secteur du numérique². Il est élu dans la majorité du Printemps Marseillais (la « gauche ») dans les 6^e et 8^e arrondissements ainsi qu'à la mairie centrale de Marseille, conseiller municipal délégué à la transparence, à l'*open data*, au système d'information et au numérique « responsable ».

Son programme est donc la réduction de l'empreinte sociale, économique et environnementale du numérique. Il a poussé la Ville à signer une mirifique charte du mirifique Institut du Numérique Responsable³. Les idéologues technocrates ne se laisseront jamais des oxymores - « obscure clarté », « développement durable », « roue carrée » - pour faire croire aux ravis qu'ils peuvent tout avoir et son contraire - la chèvre et le chou, le beurre et l'argent du beurre, le gâteau et la bouche pleine - et donc, du « numérique responsable ».

Quoique les ravis ne le soient peut-être pas tant que ça, mais feignent de croire aux mensonges des spécialistes, afin d'avoir eux aussi, en toute bonne conscience, leur part du pillage final. Que si tout doit être liquidé, les puissants ne soient pas seuls à se goberger. On voit cela parfois dans la dernière génération d'héritiers, crétins de grandes familles déchues, qui se vautrent dans l'ultime orgie.

Bref, l'Institut du Numérique Responsable est une association loi 1901, constituée en 2018, et qui se présente comme un *think tank*, quoique ce soit plutôt ChatGPT qui en porte la charge mentale. Lisez plutôt :

« Le numérique révolutionne à une vitesse vertigineuse le fonctionnement des organisations. Il est source d'innovation et de progrès, reflétant leur modernité, jusqu'à en devenir la vitrine de leurs savoir-faire. Il peut être un formidable outil de création de nouvelles valeurs durables, plus respectueuses de l'environnement et plus éthiques envers la société s'il est encadré et réfléchi en termes d'impacts⁴ ».

En fait « l'institut » - bien entendu « éthique » et « inclusif » - succède à une entité qui se nommait « Green IT », devenue depuis « le Collège Grandes Entreprises » de ce même « institut ». Les adhérents qui paient entre 500 et 15 000 € de cotisation par an, suivant leur chiffre d'affaires, comptent Airbus, Enedis, BNP Paribas, parmi leurs affiliés, ainsi que des collectivités publiques (Métropole Aix-Marseille-Provence, Métropole de Lille, Bordeaux Métropole, etc.).

Dépouillé de son baratin d'accompagnement, l'objectif de l'Institut du Numérique Responsable, se réduit *au moindre mal* - mais au mal quand même, si minimal soit-il. « L'énergie est notre avenir, économisons-la ! » : on connaît la scie. Autrement dit, « notre avenir est notre avenir, économisons-le ! » D'où « chasse aux gaspils », « bonnes pratiques », « éco-conceptions », rationalisation, en attendant le rationnement, de la production et de la consommation, etc.

¹ Si l'on en croit Wikipédia, le Parti Pirate français, créé en 2006 à l'image de son homologue suédois, serait un parti de gauche, dont l'idéologie tient en une promotion de la cyberdémocratie, de l'écologie et de la défense des droits individuels.

² Il est notamment vice-président d'AVICCA (Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel) et d'OpenDataFrance qui sont deux « groupes de pression » visant à soutenir les collectivités dans leurs démarches pour connecter les villes et ouvrir les données publiques.

³ institutnr.org

⁴ <https://institutnr.org/charte-numerique-responsable>

Ces pitres font croire aux *Smartiens*, habitants de la *smart city*, que l'accroissement des dépenses énergétiques et de leurs « externalités négatives » (conditions de travail inhumaines⁵, pléthore catastrophique de déchets électroniques⁶), relèvent d'une sorte de fatalité « naturelle ». Ni les concepteurs, ni les producteurs, ni les consommateurs, n'y sont pour rien. Jamais, il n'est question de remettre en cause l'utilisation de gadgets numériques, quand bien même ils détruisent les capacités humaines et asservissent les dits *Smartiens* à la Mégamachine. Aussi, quand Christophe Hugon nous annonce en technovlangue, que :

« Marseille s'engage dans le numérique responsable en posant des jalons forts [et qu']au-delà de ses collaborations nationales, cette nouvelle étape dote la ville d'outils et de moyens de mesure de ses actions, que ce soit sur l'impact environnemental et l'accès au numérique ou la confiance des Marseillaises et des Marseillais envers ces outils⁷ »,

on songe à un brouillard de mots émis par la voix de synthèse d'une IA.

* * *

Peut-être trouvera-t-on, hors de la mairie, une critique exacte du devenir digital de Marseille ? L'association La Quadrature du Net (QDN), qui prétend défendre les libertés fondamentales dans l'environnement numérique, publiait en novembre 2024 une enquête sur l'implantation des *data centers* à Marseille⁸, conduite entre autres par le collectif *Le nuage était sous nos pieds*, animé par Antoine Devillet, philosophe de formation, diplômé de l'université libre de Bruxelles, spécialiste de biologie de la conservation et bien d'autres choses encore, comme on le verra.

Cette enquête pointe d'ailleurs la collusion entre Hugon et Digital Realty, l'élu prenant la pose avec son PDG, Fabrice Coquio, lors du dixième anniversaire de l'implantation de l'entreprise à Marseille, organisé au palais du Pharo le 29 octobre 2024⁹.

Réseau/rhizome « horizontal », le collectif du Nuage se dit affilié à d'autres... collectifs, eux-mêmes composés de petits collectifs, un réseau de réseaux réalisant le projet saint-simonien.

Ainsi, Antoine Devillet, porte-parole du *Nuage*, participe également au collectif des Gammars, spécialisé dans l'éducation populaire sur les enjeux de l'eau - de *gammarrus pulex*, improprement nommée « crevette d'eau douce », animal indicateur de l'état écologique des fleuves et des ruisseaux.

Ces Gammars s'impliquent depuis 2019 dans la « réappropriation » (qu'ils opposent à la conservation patrimoniale) du ruisseau et du bassin-versant des Aygalades, dans les quartiers Nord de Marseille (15^e arrondissement), dont ils sont riverains. Dans les textes de présentation, que l'on croirait tout droit sortis d'un manuel d'écologie « positive », ils évoquent des conférences sauvages au bord de la rivière, mentionnent des rites de remontée de l'Aygalade de l'embouchure à la source ou appellent de leurs vœux un nouvel imaginaire collectif, entre ville, quartiers périurbains et vestiges de la campagne marseillaise (autrement

⁵ Lire l'exemple glaçant de la société Foxconn dans *La machine est ton seigneur et maître*, aux éditions Agone, 2015.

⁶ <https://www.rfi.fr/fr/environnement/20241014-en-afrique-1-%C3%A9pineux-probl%C3%A8me-des-d%C3%A9chets-%C3%A9lectriques-et-%C3%A9lectroniques>

⁷ <https://www.destimed.fr/marseille-ville-du-numerique-responsable/>

⁸ www.laquadrature.net/2024/11/20/accaparement-du-territoire-par-les-infrastructures-du-numerique/

⁹ <https://presseagence.fr/marseille-le-hub-mediterraneen-de-digital-realty-a-10-ans/>

dit, de la tour CMA CGM jusqu'à Septèmes-les-Vallons - par-delà les quartiers Nord sur la route d'Aix-en-Provence).

Soutenus par une trentaine de bénévoles auxquels se joignent des structures diverses et des artistes, les Gammars bénéficient, entre autres, pour la promotion de leurs activités, des forces de la coopérative d'habitants Hôtel du Nord, des comités d'intérêt de quartier du 15^e et du 16^e arrondissement, de la Cité des arts de la rue ou du collectif Action Environnement Septèmes et Environs. Ils organisent depuis 2021 une fête du ruisseau, entre ramassages festifs, conférences, parades, spectacles pour petits et grands, avec le soutien du projet européen *Nature for City Life* porté par la région Sud, et d'autres partenaires comme le FRAC (Fonds Régional d'Art Contemporain) ou le Printemps de l'art contemporain. En voilà une belle bouillabaisse.

Mais le principal soutien des Gammars est le bureau des guides GR2013, une association qui regroupe des artistes marcheurs et aménageurs du territoire, initiateurs du sentier GR13, créé à l'occasion de la manifestation Marseille 2013 « Capitale de la culture ». Un sentier, dit Antoine Devillet, également membre du Bureau des Guides, dont le tracé « dessine deux boucles autour de l'étang de Berre et du massif de l'Etoile, reliant trente-huit communes de ce qui allait devenir la métropole d'Aix-Marseille¹⁰ ».

La page du site du Bureau des guides GR2013 définit Devillet comme un « hydrosophe tout-terrain », autrement dit un intrépide philosophe de l'eau, et c'est entre ruisseau et bunkers digitaux que notre Élisée Reclus¹¹ contemporain a initié à Marseille une marche des *data centers*, qui aurait regroupé une centaine de personnes¹². Marches nocturnes, rituels du coucher de soleil sur les plages martégales près du complexe pétrochimique de Lavera, saynètes subversives, théâtre « vivant », cérémonies dansées, « reconnexion » au territoire, rien du folklore *new age* remis au goût du jour par les « collapsologues » Pablo Servigne et consorts ne nous est épargné par ce Bureau des guides¹³. Bref, la sempiternelle « marée verte¹⁴ » des récupérateurs de la contestation écologique.

Le *Nuage* est également lié à Technopolice Marseille. Ce collectif, à son tour, est une émanation de la QDN. Il a vu le jour suite à l'initiative prise en 2019 par la QDN de recenser sous ce label les « nouvelles technologies policières ». Conférences, expositions artistiques, actions de rue, festivals : Technopolice Marseille utilise toute la panoplie des moyens militants pour diffuser son message. Le collectif Technopolice Marseille a donc lancé le festival Technopolice Marseille pour faire « face à la surveillance totale de l'espace public » et afin de se « réapproprié les luttes passées et de renforcer celles présentes pour résister et penser nos futurs désirables¹⁵. »

¹⁰ Antoine Devillet, Julie de Muer, « Le GR2013 de la Métropole d'Aix-Marseille, un sentier pour contribuer à faire société », Tribune dans *Libération*, 30 juillet 2023.

¹¹ Élisée Reclus (1830-1905), géographe anarchiste, est l'auteur de *l'Histoire d'un ruisseau*, œuvre naturaliste de première importance. Cf. R. Garcia, *Notre Bibliothèque verte, vol. 1*, éditions Service Compris, 2022.

¹² *L'Ire des Chénaies n°1053 – À Marseille, le nuage était sous nos pieds*.

¹³ Chacun tirera ses conclusions après avoir visionné ce petit reportage : <https://www.youtube.com/watch?v=AKDD9FvVHBM>

¹⁴ Cf. Marius Blouin, « La marée verte et ses épaves », sur Piecesetmaind'œuvre.com.

¹⁵ Cf. <https://technopolice.fr/festival/>

A quoi les membres de Technopolice ont ajouté, en novembre 2024, des apparitions dans une série de vidéos de la QDN, intitulées « C'est pas de l'IA, c'est...¹⁶ », afin de démonter le mythe de l'IA. Fondée en 2008, la QDN est devenue en 2013 une association professionnelle, avec des salariés, un Conseil Stratégique et des bénévoles à tout faire. Renart nous signale d'ailleurs que :

« Outre les financements du milliardaire techno-libéral Georges Soros¹⁷, la Quadrature compte désormais parmi ses argentiers la Limelight Foundation, abondée par le service de paiement en ligne Ayden afin que « la technologie renforce l'écosystème d'information », et la European Artificial Intelligence Fund (Ford, Hewlett-Packard, Mozilla, qui ambitionne de mettre « l'intelligence artificielle au service des citoyens et des sociétés¹⁸. »

Bref, de sous-groupes en groupements, puis en collectifs, le *Nuage* finit par rassembler la centaine de personnes qui accompagnent Antoine Devillet dans ses pérégrinations. En voilà une nébuleuse. Quant à sa composition sociologique, rappelons ici quelques vérités déjà reçues :

« Comme le *New Deal* avait rallié à peu près tout ce que les États-Unis comptaient d'intellectuels et de militants de gauche, le nouveau cours écologique du capitalisme bureaucratique mobilise à travers le monde tous les "gentils apparatchiks" des justes causes environnementales et humanitaires. Ce sont de jeunes spécialistes enthousiastes, compétents et ambitieux : formés sur le terrain, dans les ONG et les associations, à diriger et à organiser, ils se sentent capables de "faire avancer les choses"¹⁹ ».

En vérité, elles ont tellement « avancé » qu'il serait bien temps de faire défection et de tout arrêter. S'il n'était, depuis longtemps, trop tard. Mais quoi, il ne faut pas désespérer les bistrots de la petite bourgeoisie bohème de la Plaine.

Certes, il est bon que quelques intellectuels, militants et habitants de Marseille, s'alarment et documentent le désastre en cours. L'enquête du *Nuage*, assortie de cartes et photographies, comprend des paragraphes techniques sur le fonctionnement des infrastructures numériques en général et aux *data centers* en particulier, complétés par des considérations politiques et géopolitiques. Voilà tout ce qu'on lui concèdera d'utile.

C'est qu'il ne s'agit pas de *faire nombre* avec les collectifs chapeautés par la QDN, mais de *faire la différence* en inscrivant toute critique de la numérisation de Marseille dans une perspective historique remontant à l'industrialisme saint-simonien et à sa religion des réseaux. Ce que nous avons fait dans les premiers épisodes de cette série sur « Marseille, tête de réseau global²⁰ ».

¹⁶ Tour à tour « C'est pas de l'IA » ; « C'est pas de l'IA c'est une immense infrastructure écocide » ; « C'est pas de l'IA c'est l'automatisation de l'État policier » ; « C'est pas de l'IA c'est la chasse aux pauvres informatisée ». On peut les trouver sur la page Youtube de la QDN.

¹⁷ Cf. Bilan d'activité 2024, laquadrature.net

¹⁸ chez.renart.info, « Les Sanibroyeurs de l'écologie, ou l'histoire du magazine Le Sauvage »

¹⁹ Riesel, Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Encyclopédie des nuisances, 2008, p. 69.

²⁰ Cf. « Des industriels saint-simoniens au tout numérique », « Du dogme au culte : la ville en réseau », sur www.piecesetmaindoeuvre.com

La QDN, incarnation de la critique de gauche, prétend mobiliser les adversaires les plus « déterminés » de la pensée officielle. Du responsable Hugon aux alternatifs anti-technopolice se déploie sa dénonciation écologiste, dûment couverte par la presse locale. Mais toujours, bien qu'avec des variations, une même affirmation est martelée : de la « transition » numérique/technologique il n'est plus besoin de parler. Reste l'opposition entre la *mauvaise* société-machine (celle de Coquio) et la *bonne*, celle de la QDN et consorts. En d'autres termes, la société de l'*e*-monde numérique, de la métropole connectée et futuriste, mais *réappropriée* sur le mode festif, créatif, collaboratif et inclusif (contre les violences infligées sur le Net aux « communautés minoritaires » et les « discriminations en tout genre », ainsi que le dit l'enquête de la QDN).

Les sympathisants, d'autant plus *unitaires* qu'ils ne veulent pas se donner le mal de creuser par eux-mêmes, la critique superficielle qu'on leur sert en prêt-à-penser, s'offusqueront : « Ils sont dynamiques, ces collectifs, ils sont présents aux côtés des habitants du 16^e arrondissement. Pourquoi critiquer les critiques, sinon par sectarisme ? Quant à vos assertions sur l'alter-numérisme de la critique de gauche, on vous reconnaît bien là, les anti-industriels ».

A vrai dire, ce ne sont pas nos assertions, mais celles de La QDN et de Technopolice, eux-mêmes, que nous rappelions à la fin de notre dernier chapitre²¹ :

« Notre monde numérique à nous est celui d'un autre numérique, qui nous aide à nous protéger de la surveillance et des oppressions, qui nous aide à porter des savoirs communs et d'entraide, qui nous permet de hacker, bidouiller et créer des outils, des serveurs alternatifs, des réseaux décentralisés, pour mieux s'organiser et lutter pour que d'autres mondes soient possibles²². »

Ce monde-là, ce n'est pas le nôtre.

Démêlons donc cette embrouille autour du terme « technopolice », que La Quadrature du Net et ses penseurs²³ ont *hacké* :

« En réduisant le sens du mot "technopolice" au seul maintien de l'ordre public par des moyens technologiques (QR code, caméras, reconnaissance faciale, etc.), la QDN réduit également la critique des technologies à la seule critique du sécuritaire. Son objectif étant de trier le bon grain numérique de l'ivraie despotique, et de nous vendre un "Internet libre". Or la police *n'est pas* d'abord "la force publique", mais "le gouvernement" (en grec "pilotage" au moyen du "gouvernail", du "gouverneur", etc.), "l'organisation rationnelle de l'ordre public", de la cité (*polis*), ou de certaines de ses activités (les jeux, les mœurs, les marchés, etc.) »

Et encore :

²¹ « Marseille, tête de réseau global. « Transition » : la grande invasion des câbles et monstres numériques » sur www.piecesetmaindoeuvre.com

²² www.laquadrature.net/2024/11/20/accaparement-du-territoire-par-les-infrastructures-du-numerique/

²³ Cf. Félix Treguer, *Technopolice. La surveillance policière à l'ère de l'intelligence artificielle*, Divergences, 2024.

« La "technopolice" n'est donc pas née de la vidéo-surveillance intelligente, avec sa détection automatisée des comportements frauduleux et la reconnaissance faciale, à des fins de maintien de l'ordre. Elle ne sert pas *d'abord* des hommes en bleu, des brutes paranoïaques. La *safe city* n'est qu'un aspect mineur de la *smart city*, qui est un projet cybernétique de pilotage *global*, de la maison jusqu'à la planète. Là-dessus, La QDN ne dit rien²⁴. »

Exemple : lorsque Le Platane s'oppose à la réservation d'accès numérique à la calanque de Sugiton, suivie d'une validation par QR Code, ce n'est pas juste l'action de scanner les visiteurs qui nous révolte (en tant qu'opération de contrôle) ; c'est *la logique globale* dont elle est l'aboutissement, qui a transformé Marseille en Provençeland et la nature en espace de police technologique (le « Parc des calanques », « Reserve to preserve »).

Qui, sinon une population de technoïdes aliénés, peut se « réapproprier » un bout de rivage dégradé en parc de loisirs numérisé, comme on pourrait se rendre maîtres et possesseurs (collectifs, bien entendu) de n'importe quelle autre infrastructure numérique ?

Voilà, certes qui ouvre moins de perspectives de « contre-sommets » et « forums alternatifs » où les forces « de gauche » pourraient débattre et faire la fête avant l'assaut final.

Voyez plutôt : le samedi 15 mars 2025, à la Fabulterie, tiers lieu culturel et fabrique numérique du centre-ville de Marseille, la QDN participe à un forum contre l'accaparement de nos territoires par les infrastructures du numérique. Débats et tables-rondes autour de l'impact des *data centers*, des câbles sous-marins et propositions d'alternatives, entrecoupés d'une carte blanche à une artiste de l'école des Beaux-arts de Marseille.

Parmi les « acteurs engagés » de cette journée, outre ceux déjà cités, on trouve la Librairie Les Sauvages, le Groupe écolo pluriel, la Fédération des élu-e-s verts et écologistes²⁵. Pour qui n'est pas un Parisien ou un Lyonnais venu s'encanailler au soleil de l'agitation marseillaise, la mention de cette librairie, censée restaurer les droits de la sauvagerie sur les flancs du vénérable Parc Longchamp, ne manque pas de piquant. On s'en voudrait de ne pas conter son histoire, tel que nos sources du quartier des Cinq Avenues nous l'ont rapportée.

La librairie « concept » les Sauvages, qui vend à la fois des livres et des plantes, a ouvert début 2024 boulevard Philippon, dans le 4^e arrondissement de Marseille. Elle se situe à une cinquantaine de mètres d'une institution locale, la librairie et bouquinerie de quartier La Touriale. Et non loin d'une librairie jeunesse récemment ouverte.

Le magasin, de plus de 100 m², est une excroissance de la librairie L'Histoire de l'œil, située dans le quartier de Notre-Dame du Mont, près de la Plaine, qui draine la jeunesse *queer* et postmoderne. C'est là qu'on fait des collages, qu'on lutte contre le fascisme, et qu'on descend quantité de bières et de pastis en terrasse. Or, ces deux librairies d'extrême gauche ont tablé sur la *gentrification* du quartier des Cinq Avenues pour lancer l'affaire des Sauvages. Une étude d'impact montrait que l'ouverture d'une grande boutique sur le modèle parisien des « concept store » allait mettre en péril les deux autres collègues. Mais les Sauvages, qui portent bien leur nom, n'en ont eu cure, arguant de la nécessaire concurrence libérale : les gros mangent les petits, c'est ainsi. Les Sauvages, eux, sont de la stature des grandes enseignes, telles la FNAC ou Cultura. Belle leçon d'anti-capitalisme.

²⁴ Tomjo et Marius Blouin, « Technopolice, l'escroquerie du citoyennisme numérique », sur le site Chez renart.info, mardi 28 juin 2022.

²⁵ <https://halteaucontrolenumerique.fr/?p=7769>

Si, comme le dit la QDN, d'autres mondes sont possibles, il semble pour le moment qu'il s'agisse du même, en pire - avec en prime la conviction d'être des élus « de gauche » qui iront au paradis, cependant que les damnés « de droite », brûleront en enfer.

Par-delà la table de presse de la librairie, on trouve également lors de ce forum « Non aux data centers », Antoine Devillet, Félix Tréguer (chroniqueur des menées de la technopolice), Christophe Hugon (visiblement aussi à l'aise ici que sous les ors du palais du Pharo en compagnie de Fabrice Coquio), Clément Marquet, chercheur en sciences, techniques et sociétés (que l'on retrouvera plus loin), Manuel Bompard, le député LFI, David Cormand, l'eurodéputé Vert, et encore Cy Lecerf Maulpoix universitaire et imposteur queeriste en « techno-critique ».

Quel meilleur exemple que ce « forum » pour voir à l'œuvre la division du travail inhérente aux réseaux alter-numériques ? Les militants associatifs, formés à l'université, animent les collectifs. Ils sont supervisés par des intellectuels qui chevauchent les dadas des jeunes générations : « lutte » contre la *surveillance* donc, parmi « la convergence des luttes ».

Les héberge un marchand de livres local qui attire lui aussi la jeunesse « alternative » avec ses tables de presse et ses éditeurs anticapitalistes (par exemple les éditions Divergences). Des chercheurs en sociologie, des gens sérieux, accréditent la scientificité du discours tenu, censée attester à la fois de la vigueur critique et de la rigueur de pensée de l'alter-écologie.

Les artistes occupent le segment dédié à l'imaginaire et aux récits, pour unir par le symbole : toucher le cœur autant que l'esprit. Pour finir, le poids politique de l'organisation (« indépendante », il va de soi), autrement dit sa capacité de « faire avancer les choses », se manifeste par la présence d'élus et de cadres de partis, députés présents dans les médias. Un fonctionnement efficace, de vrais moyens, en attendant des subventions « citoyennes » pour mener à bien le travail d'« alerte » et de « sensibilisation » aux « enjeux » techno-critiques. C'est bien là ce que les « anti-industriels », du moins s'ils se veulent conséquents, n'auront jamais - et c'est aussi leur choix.

Sans même évoquer Bompard, ingénieur en IA, issu de l'Ensimag de Grenoble, grosse tête d'un parti qui sait utiliser l'Intelligence Artificielle à des fins éthiques, comme on l'a vu avec sa caricature de Cyril Hanouna²⁶, rappelons que David Cormand a orchestré en février 2025 un sommet « Réinventer l'IA : pour une technologie au service de l'humain et de la planète²⁷ ». Au menu, l'habituelle mélasse verte, avec des « panels » portant sur les dérives *extractivistes*, la régulation de la relation de travail, les menaces pour les droits fondamentaux ou encore la souveraineté numérique européenne, le tout chapeauté par Thierry Breton, le commissaire européen qui s'était réjoui en 2023 de l'accord pour mettre en œuvre le portefeuille d'identité numérique européen - votre vie à jamais pilotée par smartphone. Mais voilà, Breton défend le numérique européen contre les méchants Américains ou Chinois. Il a donc toute la confiance d'un eurodéputé vert.

Revenons à Marseille : que peut-on espérer de ce « panel » de figures « techno-critiques » réunies contre les *data centers* ? De la bidouille, du « hacking » - le dada de Lecerf

²⁶ En mars dernier, appelant à la manifestation contre les exactions perpétrées par l'État d'Israël à Gaza, LFI avait produit une affiche à l'effigie de l'animateur « Bolloré » Cyril Hanouna, rappelant les caricatures anti-juives de l'Allemagne nazi. Il s'est avéré que la cellule communication du Parti avait confié cette manœuvre à une IA. En l'occurrence, le logiciel Grok d'Elon Musk, sur lequel les mélenchonistes, toute honte bue, n'ont pas hésité à se défausser. Cf. Pièces et main d'œuvre, « Musk, Mélenchon et l'antisémitisme », 23/03/25 sur www.piecesetmaindoeuvre.com

²⁷ <https://www.davidcormand.fr/sommet-reinventer-ia>

Maulpoix²⁸ qui détourne l'écologie à ses fins anti-écologiques. Des appels à la réappropriation des infrastructures contre les *traders* et autres géants de l'IA.

C'est pour eux avant tout, dit la QDN, que les centres de données sont construits. Jamais pour activer les connexions des particuliers, leur soif de divertissement et de *streaming*. Ce serait vraiment trop culpabilisant et clivant. Pour montrer qu'il n'en est rien, tout en maximisant sa surface de diffusion, la QDN a d'ailleurs mis en œuvre une série de vidéos, conclues d'une façon fort amusante.

Lors du festival Technopolice à Montpellier, les participants ont été invités à une « balade cartographique des caméras ». Cartographique ? Non pas avec une IGN papier sur laquelle on serait venu reporter des informations. Puisque la QDN vit *avec son temps*, la cartographie prend une forme numérique via une application. Elle a pour but de recenser toutes les caméras présentes dans une commune, afin de rendre accessible cette donnée publique. Les organisateurs cherchent ainsi à montrer aux festivaliers « la ville dont ils ne veulent pas ». Étrange comportement quand on prétend *se battre* contre les *data centers*, pourtant nécessaires au stockage des données cartographiques. Mais le malaise est peut être encore plus grand, lorsqu'on voit les festivaliers tripoter leur fidèle doudou, le *smartphone*, sous des caméras de surveillance²⁹. Les « applis », c'est tout de même bien pratique.

La fable de la bonne société-machine ne serait pas complète à Marseille sans l'évocation de l' élu EELV, Sébastien Barles.

Lorsque *La brèche*, journal « d'enquête libre et indépendant », traite dans sa livraison de mars-mai 2025 de ce qui se joue actuellement autour des *data centers*, c'est bien cet incorruptible qu'il présente comme le champion du combat aux côtés du collectif *Le nuage était sous nos pieds*. Juste après avoir demandé une taxe sur les données, déclare Sébastien Barles, « un responsable de Digital Realty m'a proposé d'aider au financement d'un projet que je défendais à Marseille. Ils ont voulu acheter mon silence³⁰ ».

L' élu vert communique à jet continu. Vous ne désespérez pas encore complètement de l'écologisme ?

Attendez d'en savoir un peu plus sur ce personnage. La cinquantaine, l'œil vif, les cheveux hirsutes de part et d'autre de son crâne dégarni, la barbe de trois jours grisonnante, la chemise ouverte en toute décontraction, l'homme a le verbe assertif et l'expérience du conférencier aguerri. Pur produit de l'université, l'actuel adjoint à la transition écologique du maire de Marseille Benoît Payan est Docteur en droit public et en sciences sociales. Il a enseigné à l'Institut européen Paris 8, roulé sa bosse en politique selon le parcours classique : Europe Écologie-Les Verts en 1999 ; secrétaire général du groupe des élus régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur ; directeur de campagne pour les élections européennes et régionales aux côtés de Michèle Rivasi et de Laurence Vichnievsky ; attaché parlementaire au Parlement européen. En parallèle, conseiller municipal de Marseille en 2008, porte-parole régional EELV pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur³¹.

²⁸ Cf. « Techno junkie », sur www.piecesetmaindoeuvre.com, 11 novembre 2023.

²⁹ À retrouver dans la vidéo « C'est pas de l'IA, c'est l'automatisation de l'État policier ».

³⁰ Samy Hage, « À Marseille, la lutte s'organise face à l'arrivée massive des *data centers* », *La Brèche* n° 11, mars-mai 2025.

³¹ <https://www.institutmontaigne.org/municipales-2020/marseille/sebastien-barles-biographie>

Lié au rassemblement de gauche Le Printemps marseillais lors de la victoire aux élections municipales de 2020, il en sort pour affirmer sa ligne écologique. Il relatait récemment sa désillusion face à l'inertie de l'exécutif marseillais, le cabinet du maire Payan s'évertuant à arbitrer en défaveur des propositions soutenues par son groupe Écologistes et pluriels. Il souffle désormais au Printemps Marseillais, et cela en présence des instances de direction d'EELV (suivez la veste verte de la reine de plateaux télé Marine Tondelier), de s'inspirer du Nouveau Front Populaire (quelle victoire !) en intégrant les « Insoumis » pour les municipales de 2026³².

À sa façon, Sébastien Barles, qui adjoint ses forces aux critiques, est aussi prévisible que son adversaire Coquio, le PDG de Digital Realty, qui se pavane en imposant la pensée officielle³³. À propos des *data centers*, l'écologiste, qui, entre deux réunions, court tracter à l'occasion sur la Canebière en compagnie d'Antoine Devillet³⁴, dit ceci :

« Il est temps d'arrêter cette course folle aux data centers à Marseille. Aujourd'hui, les demandes énergétiques d'opérateurs pour installer des data centers à Marseille représenteraient la consommation électrique de 500 000 habitantEs. C'est insoutenable ! Notre réseau électrique est saturé, le foncier doit être réservé pour des activités d'utilité sociale et écologique, vectrices d'emplois durables dans notre ville (un centre de données génère 10 fois moins d'emplois que n'importe quelle autre activité). Marseille n'est pas le grand hangar à données des Big data³⁵. »

Pour y remédier, Barles a l'idée géniale de déplacer le futur sixième centre de données de Digital Realty dans la zone commerciale - immonde, il est vrai - de Plan de Campagne, à Bouc-Bel-Air, commune qui jouxte Aix-en-Provence. Les centres de données, *not in my backyard* ! Apôtre de la décarbonation, l' élu propose par ailleurs, au lieu d'utiliser un ancien silo à sucre pour bâtir le centre MRS 5, d'exploiter ce même bâtiment pour y construire un « pôle logistique de l'industrie décarbonée ».

L'adjoint écolo peut aller plus loin, et retrouver, sans le savoir, des accents tout à fait saint-simoniens, en exaltant la place de Marseille au centre de l'« écosystème » industriel méditerranéen. Il est en effet l'auteur du livre *Marseille 2030. La ville des possibles*, aux éditions de l'Aube. Morceaux choisis :

« "Ville de tous les possibles", Marseille est un laboratoire à ciel ouvert. Ensemble, scientifiques et citoyens y définissent et mettent en œuvre des programmes de recherche pour imposer la ville durable de demain. (...) Nous avons su embarquer de nombreux acteurs autour d'une transition solidaire et populaire sur les deux rives méditerranéennes, et cette réussite est une vraie fierté pour la ville ! (...)»³⁶

³² « Sébastien Barles : "La majorité municipale doit s'ouvrir à LFI" », *La Provence*, 12 octobre 2024 ; « Municipales 2026 : les écologistes attendront septembre pour choisir candidat et alliances », *La Provence*, 22 mars 2025.

³³ Cf. « Marseille, tête de réseau global (5) – « Transition » : la grande invasion des câbles et monstres numériques » sur www.piecesetmaindoeuvre.com

³⁴ *La Provence*, 13 mars 2025.

³⁵ https://www.linkedin.com/posts/s%C3%A9bastien-barles-056215227_bient%C3%B4t-un-data-center-flottant-dans-le-grand-activity-7028424260033376256-NJqe/?utm_source=share&utm_medium=member_android

³⁶ https://fr.linkedin.com/posts/s%C3%A9bastien-barles-056215227_marseille-laboratoire-dune-ville-durable-activity-7250859453187518464-CPWb

Si vous aviez besoin d'un exemple frappant du retournement de l'écologie en France et de son épuisement technocratique ; s'il vous fallait encore des illustrations pour prendre conscience de l'acuité du diagnostic et des pronostics d'un Bernard Charbonneau (*Le système et le chaos*, 1972 ; *Le Feu vert*, 1980), nous vous encourageons à étudier, crayon en main, puis à diffuser de pareilles effusions industrialistes, afin de dissiper le flou sémantique qui accompagne la « transition » écologique.

On ne sera pas surpris d'apprendre que Sébastien Barles est également proche de la fondation ZOEIN, représentée à Marseille par le LICA : le laboratoire d'intelligence collective et artificielle. Un laboratoire qui se présente comme une institution de « recherche-action » visant à tester des outils d'intelligence collective et numériques pour répondre aux enjeux de notre monde contemporain et « co-crée » des projets collectifs, inclusifs et durables.

Le LICA se veut un pont entre le monde de la recherche et les citoyens pour œuvrer ensemble aux transitions sociétales, numériques et environnementales³⁷. » C'est sans doute ce qu'il faut entendre par « transition écologique de gauche ». Le résumé d'une présentation du livre *Marseille 2030* dans la seule et vraie librairie, « Les Sauvages », raconte pour finir :

« Marseille peut être, demain, un modèle euro-méditerranéen de résilience, d'une transition solidaire, ne pariant pas seulement sur le techno-solutionnisme, mais sur des innovations locales industrielles low-tech (...) Ce nouveau récit est aussi un contre-récit face à la montée du national-populisme³⁸. »

Fourbissez vos « récits », défendez le « vivant », pratiquez la « résilience », ouvrez la Méditerranée à l'Europe (contre la crispation « national-populiste »), pourfendez, non pas la technologie, ni l'industrialisme, ni la quête de puissance, mais le « techno-solutionnisme ». Cela, les pitres « collapsologues » l'avaient déjà claironné il y a une dizaine d'années³⁹. Mais c'est toujours d'actualité pour les bonimenteurs technologistes.

Ce qui est frappant dans tout cet embrouillamini, c'est la façon dont Barles ou la Quadrature du Net, finissent par utiliser le vocabulaire ou la syntaxe d'un Coquio, quoi que leurs intentions soient opposées. Parachèvement du règne de l'industrialisme, qui a conditionné jusqu'aux outils même destinés à en dénoncer les exactions. Cela s'est déjà vu, dira-t-on. La situation marseillaise semble répondre à un modèle de critique intégrée qui en excède les dimensions locales (il n'est que de suivre les tribulations du député rouge-vert de la Somme, François Ruffin, couvertes par les enquêtes de Tomjo dans le Nord, pour s'en convaincre⁴⁰).

Pourtant, outre la galéjade, le cas marseillais a sa spécificité, qui est tue par tous ces nouveaux critiques : c'est que la prolifération des centres de données et des câbles sous-marins ne relève pas d'une dérive industrielle due aux géants américains et chinois du numérique, de telle sorte que l'on pourrait sauvegarder un numérique collaboratif et, pourquoi pas, « social » (*Socialter*, en somme⁴¹). Comme nous l'avons montré en faisant un peu d'histoire, elle s'inscrit dans une mise en réseau du littoral méditerranéen et du port marseillais envisagée au

³⁷ <https://zoein.org/projet/lica-laboratoire-dintelligence-collective-et-artificielle-marseille/>

³⁸ https://fr.linkedin.com/posts/s%C3%A9bastien-barles-056215227_rencontre-d%C3%A9bat-le-1610-%C3%A0-18h30-librairie-activity-7250159005736542211-bbpo

³⁹ Cf. Marius Blouin, *La marée verte et ses épaves*, sur Pièces et main d'œuvre.com ; Renaud Garcia, *La collapsologie ou l'écologie mutilée*, L'Échappée, 2020.

⁴⁰ Voir le site chez.renart.info

⁴¹ Voir l'article « Comment les data centers relancent les luttes techno-critiques », qui fait l'éloge des personnages que nous critiquons ici, dans le hors-série n° 19 de la revue *Socialter*, été 2025.

XIX^e siècle par les ingénieurs, banquiers et idéologues saint-simoniens, pour faire de Marseille le cœur européen du projet total d'artificialisation du monde.

Ce que nous enseigne l'histoire industrielle de Marseille, c'est qu'il est aussi écologique de prôner un alter-numérisme ou un numérique responsable dans une cité envahie de câbles et de *data centers*, que d'utiliser sa voiture électrique « à faibles émissions » pour aller chercher son pain à un kilomètre. La critique intégrée rappelle que d'une manière ou d'une autre, le mode de vie *smartien* n'est pas négociable. Fin de la galéjade.

Nous avons débuté cette enquête par les câbles sous-marins, parce qu'ils illustrent le vieux projet industrialiste saint-simonien d'exploitation intégrale du globe terrestre. Pas si vite, nous hêlent les « techno-critiques », en la personne de sociologues spécialisés dans l'acceptation sociale des nouvelles technologies. Ces derniers complètent le système de propagande industrialiste en nourrissant la fable de l'hybridation vivant-machine.

Présent lors du forum « Stop aux data centers » du 15 mars dernier, Clément Marquet, assistant de recherche en sociologie des sciences et des techniques au Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI) à l'école des Mines de Paris, est un spécialiste des enjeux politiques et écologiques des câbles sous-marins. Il est notamment l'auteur d'un article cité par *Le Nuage était sous nos pieds*, co-écrit avec Loup Cellard, chercheur associé à l'école de droit de l'Université de Melbourne, membre du *ARC Centre of Excellence for Automated Decision-Making and Society* ainsi que du Medialab de Sciences-Po. Une ligne de CV qui a son importance.

En effet, le Medialab de Sciences-Po est la création de Bruno Latour (1947-2022), sociologue des sciences qui s'est rendu célèbre, à la fin de sa vie, en élucubrant une écologie sans nature. *Comment ?* Vous avez bien lu. La nature, chez lui, devient « Gaïa », autrement dit le réseau de tous les « acteurs » qui peuplent la Terre : des bactéries aux humains, en passant par les rivières, les végétaux, les ordinateurs, les banques de spermatozoïdes et d'ovocytes, etc. Tous appelés à coexister, motorisés par la science et la technologie, dans un perpétuel jeu de relations diplomatiques entre experts et comités citoyens. Sans Bruno Latour, pas de « nouveaux penseurs du vivant », cette nébuleuse d'imposteurs que promeut Nicolas Truong, le responsable des pages « idées » du *Monde*, et qui incarnent l'actuelle dégradation de la conscience écologique⁴².

L'article de Cellard et Marquet s'intitule « Frictions sous-marines⁴³ ». Il traite des réseaux de câbles sous-marins du littoral marseillais. L'argument stratégique de cette étude vise à disqualifier l'opposition philosophique entre l'artificiel et le naturel. Entre ce qui est produit par l'art humain et ce qui possède en soi-même son principe de développement.

Contre cette vision « simpliste », il s'agirait de penser l'évolution des infrastructures technologiques (en l'occurrence, les câbles à fibre optique) cohabitant avec la végétation marine, essentiellement les herbiers de posidonie. Il n'y a plus de nature. Cette notion est

⁴² Cf. « Leur nature et la nôtre », avant-propos à *Notre Bibliothèque verte*, vol. 3, Service compris, 2024 ; M. Blay/ R. Garcia, *La nature existe. Par-delà règne machinal et penseurs du vivant*, L'échappée, 2025.

⁴³ Loup Cellard et Clément Marquet, «Frictions sous-marines», *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 17-4 | 2023, Publié le 1er décembre 2023, consulté le 10 décembre 2024.

archaïque et, pour tout dire, trop « binaire » (la nature vs l'industrie ; le naturel vs le fabriqué). Non, il y a plutôt des « alliances sans fin » au sein d'une « medianature » (*sic*) - c'est-à-dire un milieu incluant du vivant technicisé.

Et bien malin qui dira la limite entre un processus naturel et un dispositif technique. Marinant dans leur époque, nos intellectuels invitent à penser le rapport entre les câbles sous-marins et les herbiers de posidonie en se débarrassant du modèle patriarcal et phallogocentrique de la « pénétration » - celui-là même que les Mâles saint-simoniens reprenaient ardemment à leur compte - pour lui substituer celui de la « circlusion » (entourage, enveloppement, enrobage d'un corps par un autre).

A savoir que les câbles enfouis dans la mer, au milieu des herbiers, finissent par être protégés par la posidonie, qui les encercle. Les rôles sont inversés. Ce que l'on croyait fort (les infrastructures du numérique) se révèle fragile, ce que l'on pensait vulnérable (le milieu naturel) se révèle puissant : végétaux marins et câbles en plastique et fibre optique deviennent deux « actants » en symbiose au sein d'un réseau d'interconnexion.

Conclusion : il faut éviter de prendre des décisions hâtives pour ôter sans concertation de vieux câbles échoués dans les profondeurs du littoral. Dans l'anse de la Couronne Vieille, par exemple, au large de Martigues, les enlever pourrait porter préjudice aux herbiers, maintenant qu'ils forment ensemble un objet hybride au sein de la « medianature ».

Nos brillants sociologues pour ingénieurs montrent comment des câbles entourés de torons d'acier peuvent se révéler dangereux pour les posidonies lorsqu'ils sont emportés par la houle ; mais pour éviter ces mouvements, des scaphandriers les maintiennent au fond par des ancrages ; or ces ancrages nécessitent à leur tour d'être surveillés, car susceptibles d'être arrachés par la houle ; les posidonies, par leur fonction de *circlusion*, se substituent aux ancrages, les relèvent en quelque sorte si ces dernières s'avèrent fragiles ; la désactivation et la libération des câbles met les plaisanciers à la merci des rejets métalliques, contre lesquels il faut se prémunir par de nouvelles techniques.

Bref, nos saint-simoniens contemporains, revus et corrigés par l'enseignement de Bruno Latour, pensent des « réseaux de fragilité ». Chaque « acteur » est plus ou moins vulnérable, les positions sont réversibles et les responsabilités partagées. Certes, les faits semblent parfois s'imposer, rappelés par des rapports comme celui du Parc Marin de la Côte bleue (le littoral de la chaîne de la Nerthe : Ensues-la-Redonne, Niolon, Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins, La Couronne, Carro, Martigues) : les câbles font des trous dans les roches, les ancrages placés par des scaphandriers et arrachés par la houle dégradent le milieu naturel.

On ne peut nier non plus le « Plan Posidonie » orchestré par l'adjoint à la mer Hervé Menchon⁴⁴ afin de réintroduire de nouvelles pousses dans la baie de Marseille jusqu'en 2028⁴⁵. Mais, par leurs tours de passe-passe, nos deux sociologues transmutent l'atteinte à la nature, sa dégradation technologique, en « fragilité » infrastructurelle. C'est incertain, c'est vulnérable, c'est complexe. Et puis, après tout, qu'est-ce qu'un *fait* ? Là est toute la science sociologique, discours d'acceptation de l'innovation « de rupture ».

Qu'on brade en réalité le milieu naturel pour accroître la puissance techno-calculatrice, accélérer la rotation du capital, nourrir les algorithmes de l'IA, accélérer le *high frequency trading*, boucler sur elle-même la *Smart City* et - un peu - donner de la bande passante aux

⁴⁴ Pour être complet, M. Menchon est adjoint au Maire de Marseille en charge de la biodiversité marine, de la gestion, de la préservation et de l'aménagement des espaces marins littoraux et insulaires, des plages et des équipements balnéaires, du nautisme, de la voile et de la plongée, du développement de la tradition de la mer et du large.

⁴⁵ « Herbier de posidonie : 30 % des pousses ont pris racine », *La Provence*, 12 octobre 2024.

machins de la machine, afin de s'oublier devant la dernière série d'*entertainment* ou sur les réseaux sociaux, ce serait vraiment une analyse primaire, et dépassée !

Au fait, si vous voulez voir où en sont les progrès de la posidonie dans sa reconquête des fonds marins, la Ville a préparé, sous la houlette de Hervé Menchon, une balade connectée via des « flash codes » et de la réalité augmentée (sur la Corniche ou au Frioul) pour apprécier à leur juste valeur les richesses sous-marines⁴⁶. Voilà les « transitionneurs écologiques ».

Terminons sur une note d'ironie. Les sociologues de référence de la Quadrature du Net ont le front de présenter les responsables du Parc National des Calanques en écolos à l'ancienne, sous prétexte que le directeur adjoint Nicolas Chardin avait refusé une pose de câbles sur le territoire des Calanques et déclaré, en février 2022 : « un câble sous-marin, c'est un aménagement anthropique, c'est une intervention humaine, un aménagement humain, et lorsqu'il se passe sur le périmètre du parc national des Calanques, se passe sur un territoire protégé, sur lequel on est censé limiter au maximum l'intervention humaine⁴⁷ ».

Déclaration fort sage, mais vraiment binaire, n'est-ce pas ? Quelle idée d'opposer un aménagement humain et un territoire naturel !

Si à toute chose malheur est bon, cela nous renseigne au moins sur l'impasse dans laquelle nous, naturiens ou anti-industriels, nous débattons. L'opposition « radicale » à Marseille, les écolos et autres ayatollahs verts que *La Provence* vend au populo - qui n'y croit guère, les Barles, Quadrature du Net ou Technopolice, s'abreuvent à des dissertations sociologiques dans lesquelles le Parc National des Calanques (PNC) est censé tenir des positions de défense de la nature sans compromission.

Le Platane a déjà suffisamment enquêté sur la véritable conception de la nature développée par le PNC⁴⁸ pour qu'il soit nécessaire d'en rajouter ici. En soumettant, depuis juin 2022 - soit quatre mois après l'intervention de Nicolas Chardin citée ci-dessus - l'accès à la Calanque de Sugiton à une réservation numérique confirmée par QR Code, le PNC a signé la mort programmée des Calanques et leur transformation en *smart nature*, espace récréatif encadré au cœur de Provenceland. Le PNC a validé ainsi, pour le pire, la vision d'une nature administrée dénoncée dès 1969 par Charbonneau dans *Le Jardin de Babylone*. Préserver un îlot pour mieux saccager tout ce qui l'entoure.

* * *

Si Marseille est un « laboratoire à ciel ouvert », c'est celui de l'emballement numérique de l'industrialisme. Le vieux rêve technocratique de Saint-Simon et de Michel Chevalier y prospère plus que jamais, sous la tutelle d'une classe d'ingénieurs, de scientifiques et d'administrateurs.

Il nous semble que cela n'avait pas été souligné avec l'ampleur et l'insistance des six chapitres de cette enquête marseillaise, menée afin de mieux penser ce que l'on vit et de mieux savoir où l'on vit. Elle ne promet du reste, pour les « naturiens », que la lucidité d'un regard isolé et défait.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Cellard/ Marquet, article cité.

⁴⁸ Sur *Pieces et main d'œuvre.com* : « L'écologie des gestionnaires : une impasse - Le cas du Parc National des Calanques », *Le Platane*, janvier 2022 ; « Réserver, c'est se soumettre ! », juin 2022, ; « Récit et digressions d'une matinée à l'entrée du portail numérique », septembre 2022 ; « Au-delà de la carte postale », mai 2023 ; « Bienvenue à Provenceland », juin 2024 ; « Les gestionnaires de Provenceland mentent et les journalistes ne font pas leur boulot », juin 2024.

Qui nous écoute parmi les saint-simoniens du jour ? Quel « écologiste », bardé de jargon technocratique ou de concepts fumeux, prête attention à nos vérités radicales ? Mais ce serait aussi mauvais signe que d'être conviés aux tables rondes de ces verts technophiles pour y porter une voix « dissidente ». Si, dans le monde *réellement* renversé, le vrai est un moment du faux, rien ne sert de prendre sa place au sein du spectacle.

Nous savons en revanche, pour être allés plusieurs fois à leur rencontre dans le massif de Luminy, que les promeneurs ordinaires, véritables amoureux de la quiétude, de la solitude et des espaces un peu sauvages ne s'accommodent pas de cette dégradation industrielle de la Provence et de Marseille, en carte postale pour consommateurs connectés. Il n'y en a pas un sur cent et pourtant, hors des « tiers lieux culturels » et des espaces de *coworking*, ces naturiens sans façon peuplent aussi la ville et ses alentours. C'est pour eux que nous continuerons de documenter le naufrage de l'écologie.

Le Platane & Renaud Garcia
août 2025

Lire aussi, sur www.piecesetmainoeuvre.com

Le Platane & Renaud Garcia, *Marseille, tête de réseau global*

Chap. 1 : Des industriels saint-simoniens au tout numérique

Chap. 2 : Du dogme au culte : la ville mise en réseaux

Chap. 3 : Marseille-Alger : les saint-simoniens, colons indigénistes

Chap. 4 (avec Mézigue) : L'avènement de la dynastie Saadé, armateurs 2.0

Chap. 5 : « Transition » : la grande invasion des câbles et monstres numériques

En librairie

Michel Blay, Renaud Garcia, *La nature existe. Par-delà règne machinal et penseurs du vivant*, L'Échappée, 2025